

M 04249 - 26 - F: 1,20€



Agressions, discriminations, moqueries : **l'homophobie** sévit partout en France.
ACTU PAGE 3



La **nouvelle campagne** du NPA est consacrée à l'emploi. Analyse et solutions chaque semaine dans *Tout est à nous!*
CAMPAGNE NPA PAGE 5



À **Bangkok**, les principaux pollueurs ont bloqué la possibilité de réduire les effets du changement climatique.
PARLONS-EN PAGE 10

TOUT est à nous!

15 OCTOBRE 2009 | N°26 | 1,20€ | WWW.NPA2009.ORG

HEBDOMADAIRE DU **NPA** NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE

DROIT DES FEMMES



17 OCTOBRE MANIFESTATION NATIONALE



édito

Par **Danièle Obono**

NOBEL DE LA PAIX POUR CHEF DE GUERRE

De son propre aveu, il ne le mérite pas. Mais l'attribution du prix Nobel de la paix a souvent bien moins à voir avec le « mérite » des hommes et des (rares) femmes qu'il est censés récompenser qu'avec la géopolitique internationale. Ainsi, pour un Martin Luther King Jr, on trouve un Henry Kissinger. Pour une Mère Teresa ou une Shirin Ebadi, on trouve un Menahem Begin et un Anouar el-Sadate. Le choix du président Barack Obama n'est donc pas si incongru ni surprenant que cela. La question n'est pas tant de ne pas pouvoir juger de ce qu'il n'a pas encore fait, mais de savoir apprécier ce qu'il a déjà réussi à accomplir. Car, en ces temps de crise aggravée du système capitaliste, ce n'est pas rien d'être parvenu à susciter tant d'adhésion aux quatre coins du monde et à redonner sens à un « rêve américain » devenu une détestable caricature. De quoi représenter effectivement l'espoir pour ceux qui dirigent la planète que, quoi qu'ils fassent, il y aura toujours moyen de s'en sortir grâce à des Barack Obama défendant au fond leurs intérêts et leurs profits. Alors, qu'importe s'il est en même temps le dirigeant de la première puissance impérialiste et premier pays vendeur d'armes au monde, actuellement embourbé dans deux guerres d'agression qui ont coûté la vie à des centaines de milliers de personnes et contribuent à rendre le monde encore plus dangereux. Il s'agit, pour cette forme d'opinion publique mondiale idéale que représente le jury d'Oslo, d'encourager les premiers signes d'une reprise en main de l'économie et de la « gouvernance » mondiales, de la naissance d'un potentiel nouveau leadership auquel les peuples pourront croire. Il ne l'aura donc pas volé ce prix, quand il ira le récupérer le 10 décembre prochain à Oslo. Mais nous, nous saurons lui rappeler, en manifestant en nombre à quelques jours et quelques kilomètres de là, lors du contre-sommet de Copenhague, le sens de ce vieux slogan, scandé d'hier à aujourd'hui, des trottoirs de Harlem aux ruelles de Gaza : « No justice, no peace... pas de justice, pas de paix, monsieur le Nobel !

à noter

17 OCTOBRE, DROITS DES FEMMES, PARIS. Manifestation nationale, à l'appel du Collectif national pour les droits des femmes (CNDP) et soutenue par 90 associations, syndicats et organisations politiques. Départ à 14h30 de Bastille.

17 OCTOBRE, LOUISE-MICHEL, PARIS. Journée de débat sur la crise systémique du capitalisme, ses racines, ses développements, organisée par la société Louise-Michel, de 9h à 18h. RV au CIAP, 21 ter rue Voltaire, Paris, M° Rue des Boulets.

17 OCTOBRE 1961, PARIS. Rassemblement en commémoration du massacre de militants du FLN du 17 octobre 1961. RV place Saint-Michel, à 17 heures.

22 OCTOBRE, VITRY. Réunion de débat et d'information sur la situation en Iran, avec des militants de Solidarité socialiste avec les travailleurs iraniens. RV à 20h30, 11 rue de Chanzy (Salle de la gare).

23 OCTOBRE, LA BRÈCHE, PARIS. La librairie La Brèche vous invite à une

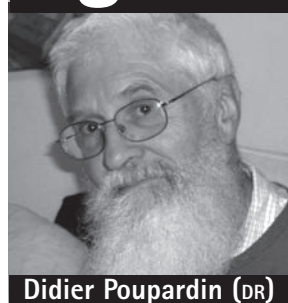
rencontre avec Isabelle Garo, « Entre impuissance et toute-puissance : le rôle politique des idées », vendredi 23 octobre à 19 heures, 27 rue Taine, métro Daumesnil (lire page 10).

24 ET 25 OCTOBRE, PALESTINE, PARIS. Dans le cadre de la campagne Boycott, désinvestissement sanctions contre Israël, un week-end de formation est organisé en région parisienne. Si vous souhaitez vous inscrire ou obtenir plus d'informations, envoyez un mail à atelierbds@yahoo.fr

TOUS LES DIMANCHES, RESF, PARIS. Rassemblement et ronde sur le parvis de Notre-Dame, de 16 à 17 heures, à l'appel du Réseau éducation sans frontières (RESF), contre la politique xénophobe du gouvernement, jusqu'au 20^e anniversaire de la Convention internationale des droits de l'enfant le 20 novembre.

À SUIVRE SUR
www.npa2009.org

regards



Didier Poupardin (DR)

Propos recueillis par Bernard Galin

SANTÉ **DÉS**OBÉISSANCE MÉDICALE!

Didier Poupardin, médecin à Vitry, est menacé par la Sécu de sanctions financières pour avoir rédigé des ordonnances remboursées à 100% pour des patients atteints d'affections longue durée (ALD). Déjà poursuivi pour les mêmes raisons il y a dix ans, il revendique le remboursement total des traitements pour ses patients souvent défavorisés.

Pourquoi as-tu été convoqué par la Caisse d'assurance maladie du Val-de-Marne ?

Depuis une vingtaine d'années les médecins ont à leur disposition des ordonnances « bizones » pour soigner les gens dont la (ou les) maladie grave est reconnue. Les soins inscrits dans la partie haute de l'ordonnance sont remboursés intégralement. Ceux qui figurent dans la partie basse sont remboursés comme pour tout le monde. C'est-à-dire de moins en moins bien. La Caisse du Val-de-Marne me reproche de mettre systématiquement tous les médicaments dans la zone supérieure des ordonnances bizones. Pour moi, c'est une démarche volontaire. D'une part, il est impossible de découper les gens en tranches d'organes ou de fonctions qui seraient indépendantes. Les médicaments prescrits pour une maladie en ALD ont forcément des répercussions sur les autres parties du corps. D'autre part, une autre maladie que l'on ne soignerait pas aurait inévitablement des répercussions sur la maladie en ALD. Ce découpage est médicalement absurde. Avant il existait des ordonnances « unizone » car il s'agissait d'aider une personne humaine, en tant que telle, atteinte de maladie grave et non un morceau de corps « marchandisé » nécessitant des soins à remboursement modulable. Enfin, une ordonnance qui est à moitié laissée chez le pharmacien parce que les médicaments prescrits dans la partie basse de l'ordonnance sont inaccessibles est bien sûr inefficace. C'est souvent le cas pour tous ceux qui n'ont pas de mutuelle. Or nous, professionnels de santé, nous veillons à ce que nos prescriptions soient suivies. C'est aussi pour cela que je prescris tous les médicaments dans la partie haute de l'ordonnance « bizone ». Depuis plus de dix ans. J'ai déjà été poursuivi en 1999 pour la même raison. La mobilisation des médecins du département et des syndicats, associations et partis avait permis que je continue et j'ai continué.

Au lendemain de l'entretien avec les médecins-conseil, qu'en ressort-il ? D'autres médecins sont-ils soumis à ce type de contrôle ?

Avec cet ordonnancier bizone, la direction nationale de la CPAM s'est forgé un instrument inoxydable pour intimider les médecins libéraux isolés. Les caisses peuvent à tout moment contester la répartition des prescriptions et faire ainsi pression sur les médecins et leur rappeler sans cesse les autres « objectifs » de la Cnam¹. Aujourd'hui, ils ont commencé à le faire sur la question des arrêts de travail. Ils procèdent doucement car ils ont peur que les salariés et leurs organisations ne montent au créneau si ce droit à l'arrêt maladie est trop fortement mis en cause. Il en est de même pour imposer des modèles de soins les moins remboursés possibles, souvent contestables, appelés « recommandations ». D'autres médecins sont la proie de tels contrôles. Je les découvre petit à petit. La rencontre avec les médecins-conseil s'est bien passée. Elle a duré près de cinq heures. J'étais assisté de trois médecins vigoureux, dont le président du syndicat départemental MG-France, qui n'ont pas laissé leur langue dans leur poche, et nous avons pu démontrer l'impossibilité

pratique de découper les gens en morceaux. Les médecins-conseil nous ont écoutés attentivement. Ils doivent maintenant rendre compte aux services administratifs de la Caisse, donner leur avis sur le caractère réglementaire ou non de mes prescriptions. C'est au directeur de la Caisse, ensuite, de décider s'il me poursuit ou non devant une « commission des pénalités » qui est habilitée pour me faire passer au guichet de la trésorerie ! Je serai mis au courant par une lettre recommandée avant trois mois.

Tu as décidé de rendre cette affaire publique et tu t'es adressé aux partis, associations et syndicats du Val-de-Marne. Quel soutien as-tu rencontré auprès des malades, de la population de Vitry, de ses élus ?

Pour l'instant nous n'en sommes qu'au début. J'ai déjà reçu le soutien des élus PS de Vitry et de leur section, de la fédération du PCF du 94, du NPA de Vitry et du 94, des maires d'Ivry et de Vitry, celui, particulièrement élogieux à mon égard, d'un conseiller général du PCF, de l'UL CGT des retraités de Créteil, de la FSU du Val-de-Marne, d'Attac et du MRAP de Vitry et du 94. Des médecins commencent à signer une pétition.

Je vais maintenant m'adresser aux personnes qui viennent se faire soigner chez moi, d'autant plus que si je reçois une sanction, je me mettrai en grève administrative. Mais je compte aussi, avec tous ceux qui voudront bien m'aider, m'adresser à la population de façon plus large. En effet, sont posées les questions de l'accessibilité aux soins qui devient de plus en plus dure aujourd'hui et la question du « médecin-traitant », dont le rôle se réduirait à prescrire les soins les moins remboursés possible. Des malades plus fortunés pourraient s'offrir des médecins qui font des dépassements et qui peuvent prescrire les meilleurs soins, quel que soit leur prix. « Dessine-moi une médecine à deux vitesses », pourrait demander le Petit Prince. On y est déjà, mais cela peut être encore pire !

1.Cnam : Caisse nationale d'assurance maladie



(FRANCK HOULGATTE)



RÉPRESSION CRIMINALISATION DU MOUVEMENT SOCIAL

Le régime sarkozyste poursuit la stigmatisation du mouvement social en jetant toute opposition dans l'illégalité. À ses ordres, comme d'habitude : la police et la justice.



Paris, le 19 janvier 2008. La police charge un rassemblement contre les centres de rétention de sans-papiers. (JMB)

La judiciarisation des conflits sociaux conditionne le citoyen en instrumentalisant la peur. Le rapprochement médiatique entre les militants d'extrême gauche de Tarnac et le terrorisme, ou encore la mise à l'index d'un syndicat de la gare Saint-Lazare lors d'un récent conflit en sont deux exemples frappants. La violence sécuritaire institutionnelle réprime toute pensée contestataire. Utiliser préventivement les ressorts de l'insécurité et du racisme prépare une opinion publique molle à accepter de nouvelles normes sociales dans lesquelles il faut montrer l'opposant du doigt et le réduire au silence. Ce moralisme antiviolence rend tout contestataire coupable de refus d'obéissance à l'ordre politique du marché. C'est cette pression qu'ont vécue les participants au camp No Border de Calais au mois de juin. À l'annonce très anti-

cipée du démantèlement de la «Jungle», ces militants de la libre circulation et de la fin des contrôles migratoires organisent un campement de solidarité avec les migrants. Dès leur arrivée à la gare, ils subissent 17 interpellations et 9 gardes à vue, au motif d'appartenance à des groupes libertaires réputés violents. Toute la semaine, Calais est en véritable état de siège : contrôles policiers répétés, quadrillage du secteur, harcèlement, fouilles au corps, entrave à une manifestation pacifique autorisée. Les policiers sont plus nombreux que les militants. Partout dans la ville, dans les cours d'immeubles, sur les quais, aux entrées des rues, à cheval dans un champ de colza, ce ne sont que bottes, casques, boucliers, survol par un hélicoptère... De nouveaux outils de répression sont expérimentés, comme le nettoyage à distance de la mémoire des portables éteints. Le 14 juillet survient un inci-

dent entre militants d'extrême gauche et la maire UMP de Calais, en opération de communication. La voyant distribuer des colliers lumineux aux enfants de la ville, des camarades No Border et du NPA l'interpellent et lui demandent de fournir des tickets de douche aux migrants. S'ensuivent altercation, dépôt de plainte, procès pour outrage et rébellion. Deux militants doivent passer en jugement : Cédric le 14 octobre et Grégory le 18 novembre. Ils s'ajoutent à la longue liste de militants poursuivis avec acharnement. Au mois d'août, Gérard Jodar, président de l'USTKE, condamné à un an de prison ferme dans le cadre d'un conflit salarial, a été privé de parler pour avoir donné une interview à *Libération*, dans laquelle il évoque la colonisation et le bain. Ce n'est pas sans rappeler les menaces et accusations de racisme à l'encontre d'Elie Domota, leader du LKP, qui a mené

le mouvement de grève en Guadeloupe. Plus récemment, la condamnation de Xavier Mathieu et six autres syndicalistes de Continental après la dégradation de la sous-préfecture est un exemple de plus de cette volonté de faire taire la classe ouvrière en lutte pour la sauvegarde de son outil de travail. Accuser les «désobéissants» en colère de troubler l'ordre public relève de l'objectif prioritaire de l'État de contrôler et d'assurer la continuité du modèle économique libéral. L'apathie de la société civile et la complaisance de nombreux médias cautionnent, par leur silence, le choix politique de faire intervenir les unités anticriminalité contre le mouvement social. Car, comme le disait Machiavel : «La meilleure forteresse des tyrans, c'est l'inertie des peuples.»

Gisèle Felhendler

HOMOPHOBIE ÉTAT DES LIEUX

Deux livres sortent coup sur coup au sujet de l'homosexualité et des «banlieues». L'un de témoignages, l'autre d'enquête. L'occasion de répertorier l'homophobie quotidienne qui sévit toujours, souvent sous silence.

DES AGRESSIONS

contre des lesbiennes, des gays et des trans' font l'actualité depuis quelques semaines. S'y ajoutent les parents homosexuel-les ignorés des projets législatifs récents sur le statut du parent non biologique. Puis, dernièrement, ce refus désastreux d'une équipe de foot de rencontrer une équipe composée de joueurs gays, pour des prétendues raisons religieuses.

Ces événements posent la question de l'homophobie sur d'autres terrains que ceux balisés (mariage, homoparentalité) des discriminations institutionnelles. Nous sommes sur le terrain mouvant des divisions internes aux salariés, des antagonismes que les traditions, les religions et la pensée dominante construisent entre nous. Dans 77 pays, l'homophobie persécute, emprisonne, tue. En France, une tentative de suicide sur quatre de jeunes de moins de 25 ans est liée à l'orientation sexuelle¹, avec ce que cela implique en amont de dépressions, addictions, conduites à risques et crises familiales. Soit environ 700 décès par an ! Deux ouvrages récemment parus portent sur la violence qui s'exerce dans les milieux populaires, qui n'en ont pas le monopole, loin de là. Mais pour les jeunes LGBTI³ de ces milieux dont les perspectives d'autonomie sont réduites par la misère, le chômage et la discrimination, la situation est d'autant plus dramatique.

Que faut-il dans l'immédiat ? La lutte contre l'homophobie passe par l'Éducation nationale, en appliquant les textes, et doit s'accompagner d'une formation des personnels qui en sont chargés (il y a un déficit grandissant d'infirmiers et d'assistants sociaux). Elle passe aussi par les associations familiales et de parents d'élèves, car la famille (ce «nid à névroses», disait Freud) est trop souvent incapable d'accueillir sans maladresse ni drame un enfant «LGBTI». Les foyers pour les jeunes en difficulté manquent de financements. À Montpellier par exemple, il existe une unique association (Le Refuge). Ce sont ces pistes qu'il faut emprunter pour contrecarrer la stigmatisation des «quartiers dangereux», de «la» religion barbare et autres saloperies que l'on nous sert en guise de riposte à l'homophobie, écueil que les deux livres cités n'évitent pas.

Cela mérite une mobilisation concertée avec les associations LGBTI. Reste à les convaincre pour disposer d'un levier politique et social. Pas évident, mais un objectif pour les militants du NPA impliqués dans les luttes LGBTI.

Janine Mirabel

1. *Un homo dans la cité* de Brahim Naït-Balk (Calmann Lévy) et *Homo-Ghetto* de Franck Chaumond (Le cherche midi).
2. Voir l'enquête du professeur Xavier Pommereau (Bordeaux) et de Michel Dorais (Québec).
3. Lesbienne, gay, bisexuel-le, trans' et intersexe.

et aussi

PISTON. Jean Sarkozy, fils de Nicolas, est en passe d'être nommé à la tête de l'Établissement public d'aménagement du quartier d'affaires de La Défense (Epad), le plus gros quartier d'affaires d'Europe. L'Epad est une place stratégique, un des coffres-forts du plus riche département de France. En commercialisant des bureaux, l'Epad a fait en 2008 un bénéfice de 350 millions d'euros pour un budget de un milliard. Face au scandale provoqué par cette nomination, ministres et députés UMP sont montés au créneau pour défendre le fils à papa. Pour le sinistre Patrick Balkany, député-maire UMP de Levallois-Perret, «Jean Sarkozy, à 23 ans, a peut-être encore plus de talent que n'en avait son père à son âge». Pour Patrick Devedjian, ancien président de l'Epad, un peu gêné devant la demande de l'Élysée, «c'est aussi quelque chose de complexe [...] mais il sera aidé». Cette provocation du sarkozysme, si elle réussit, sera une marque insolente de la prise de contrôle des institutions par un seul homme.

UN ASSUREUR POUR GÉRER L'ARRCO. Le Medef a nommé Gérard Ménéroud, directeur-adjoint du groupe d'assurances CNP, pour présider l'Arrco, le régime complémentaire des retraites des salariés non-cadres du privé. Il est élu pour deux ans et succède à Bernard Devy (FO), la présidence alternant entre les syndicats et le patronat. Un président d'une compagnie d'assurance à la tête d'une caisse de retraite par répartition, voilà un loup qu'on fait entrer dans la bergerie. Le Medef présente d'ailleurs cette nomination comme une rupture. Nul doute que son métier d'assureur va lui donner plein d'idées pour gérer les pensions complémentaires qui représentent environ un tiers de la retraite totale des non-cadres. À l'heure où le ministre du travail, Xavier Darcos, annonce qu'il est prêt à faire bouger «le système lui-même» et s'apprête à allonger la durée des cotisations permettant d'avoir la retraite à taux plein, le temps est venu d'une nouvelle mobilisation massive pour défendre nos retraites.

OGM : DÉSOBÉISSONS ! Le mouvement des Faucheurs volontaires allemands, Gendreck weg, connaît ses premiers prisonniers. Après Michel Grolm, qui a déclaré à sa libération : «La politique peut enfermer des opposants aux OGM, mais ne peut pas enfermer les pollens des plantes OGM», c'est au tour de Christian Pratz, un étudiant en agriculture de 26 ans, de faire deux semaines de détention pour avoir fauché du maïs 810, un produit pourtant interdit en France depuis deux ans. Pour le soutenir, envoyez votre soutien moral et financier à : Christian Pratz, JVA Kassel, 1 Theodor Fliedner Str., 12 34121 Kassel (Allemagne). En France, ce sont les plantes génétiquement modifiées (PGM) qui sont de nouveau la cible des faucheurs. En Alsace, Pierre Azelvandre, docteur en biologie et militant anti-OGM, a saccagé une parcelle située à l'arrière des bâtiments de l'Inra, à l'aide d'un sécateur. Petits moyens, gros effets.



CAGNOTTE ÉCOLE, MISSION ACCOMPLIE... ?

Quel est le lien entre la droite décomplexée, apparue dès le début de la campagne présidentielle de Nicolas Sarkozy, et l'Éducation nationale aujourd'hui? La cagnotte pour lutter contre l'absentéisme.

LA MISE en place de la cagnotte, depuis le lundi 5 octobre dans trois lycées professionnels de l'académie de Créteil, fait suite à l'instauration du bac professionnel en trois ans. L'ensemble de la communauté éducative et les parents d'élèves doivent y voir en filigrane le nouveau projet académique: la revalorisation de l'enseignement professionnel passe par la lutte contre l'absentéisme des élèves!

Plus précisément, un des lycées où l'expérimentation débute cette année, le LP industriel Alfred-Costes à Bobigny, accueillant environ 650 élèves, comptait un taux d'absentéisme de 15% par an mais en forte baisse depuis 2007. Si ce chiffre se stabilise aujourd'hui à moins de 10%, cela n'est pas le fruit d'une vraie politique éducative au sein de cet établissement, mais d'une politique de la « carotte et du bâton » mise en place depuis 2002 et visant à appâter et contraindre les élèves pour qu'ils viennent au lycée: tableaux d'honneur et tours en Porsche à la fin de l'année, heures de colle et sanctions disciplinaires et, cette année, certificats de scolarité renouvelés chaque trimestre. Cette dernière mesure remet en question directement les conditions d'une bonne scolarité en menaçant de supprimer la prise en charge des transports, des bourses et des allocations familiales par l'État. En outre, malgré une forte mobilisation des professeurs et parents d'élèves en 2007, plusieurs postes ont été supprimés, réduisant le dédoublement des classes de moitié et limitant ainsi le suivi pédagogique des élèves. Le bilan est lourd car dans cet établissement, près de 50% du personnel travaille sous un statut précaire. Du coup, le rapport de forces est lui aussi très précaire, face à une direction et un rectorat qui entendent faire du chiffre. Aussi, le choix de cet établissement pour mener l'expérimentation de la cagnotte n'est pas anodin.

Ce dispositif met en place, pour une classe jugée difficile avec un fort pourcentage d'élèves en échec scolaire, une cagnotte s'élevant au départ à 2 000 euros et pouvant atteindre 10 000 euros si la présence collective de toute une classe est respectée à tous les cours sur un an. Il faut insister sur ce terme de « présence », car les valeurs de travail, d'effort et de réussite personnelle de l'élève, réappropriées par le discours officiel, ne sont pas mentionnées dans ce projet. Le collectif doit ici se résoudre à céder collectivement à la « carotte » sans forcément travailler mais en « pointant » tous les jours en classe. Dans ce cadre, la dimension collective d'une classe et des rapports entre les élèves, privilégiée dans les lycées professionnels par le travail en atelier, est utilisée comme un outil d'obéissance aveugle à une institution qui ne se préoccupe guère de son avenir. La cohésion d'une classe, qui pourrait être un réel moteur d'apprentissage de la solidarité, devient le ressort d'un autocontrôle collectif visant à saquer ceux qui ne suivent pas la ligne. En outre, les professeurs de l'établissement, n'ayant pas été mis officiellement au courant de ce dispositif jusqu'aux premiers reportages diffusés par les médias, se retrouvent aujourd'hui dans un rapport de forces involontaire avec les élèves, augmenté par le manque de matériel pédagogique. Ces derniers, sceptiques quant à l'aboutissement de ce dispositif qui se traduit par la prise en charge du code de la route, se trouvent néanmoins prêts à accepter collectivement ce défi.

Depuis le 5 octobre dernier, la valorisation de l'élève passe ouvertement par la marchandisation des rapports qu'il entretient avec le savoir et ses représentants. Il est temps de prendre conscience que le champ du capitalisme marchand fait partie intégrante de l'enseignement public et que ce dernier s'autodétruit par la participation insidieuse de ses principaux acteurs: les élèves.

Correspondante



Paris, le 18 octobre 2007. Manifestation contre la réforme des régimes spéciaux, dont les agents de la RATP bénéficient. (BABAR)

RATP PRIVATISATION ANNONCÉE

La loi du 22 septembre sur la régulation ferroviaire, adoptée par l'Assemblée nationale, sonnait déjà comme une alerte. Il semblerait que l'État pose dès maintenant les jalons de la privatisation.

Il y a tout d'abord la mise en concurrence des réseaux urbains suite à la directive européenne sur les transports. Ce règlement européen, dit « OSP », qui introduit la concurrence dans le secteur des transports collectifs de personnes, doit être mis en application le 3 décembre prochain en France.

En effet, le gouvernement, avec l'aval de la direction de la RATP, a choisi d'ouvrir complètement la régie à la concurrence et de répondre tous les cinq ans, à égalité avec les autres transporteurs privés, à un appel d'offres de l'autorité organisatrice.

Il est urgent d'ouvrir un débat citoyen sur l'avenir et le développement des transports collectifs en Île-de-France, sur la place, le rôle et les prérogatives des entreprises pu-

bliques et sur les missions de service public qui doivent prioritairement répondre aux besoins des populations. La tenue d'assises sur les transports collectifs est de plus en plus nécessaire. La question des transports en Île-de-France est en effet la première préoccupation des Franciliens. Tandis que dans tous les domaines, les services publics sont menacés, la mobilisation des salariés des transports publics et de la population est nécessaire.

Et puis, il y a la création du Grand Paris. Ce projet gouvernemental estimé à plus de 35 milliards d'euros est une aubaine pour le gouvernement. En effet, il porte sur la création d'un réseau de transport en mode lourd (métro/train/RER) automatisé de plus de 130 km reliant les pôles de compétitivité, les centres d'affaires et les aéro-

ports de l'Île-de-France. Cette liaison ne sera pourtant d'aucune utilité pour la majorité des Franciliens, complètement mis à l'écart. Alors qu'il y a urgence à désaturer le réseau existant en créant une rocade de banlieue à banlieue, on se lance dans un gigantesque chantier qui ne changera pas le quotidien des usagers des transports en commun. Probablement imposé, il ne sera qu'une vitrine économique en direction des grandes entreprises. Mais au-delà des perspectives de ce projet, la question du financement doit être posée. Sera-t-il réellement public? Quel sera l'engagement du gouvernement? Aujourd'hui, nous n'en savons rien! L'État doit prendre ses responsabilités, notamment dans un financement 100% public, mais il ne doit surtout pas faire l'économie d'un dialogue avec les

collectivités sur les besoins de la population.

Enfin, la direction de l'entreprise a pris prétexte de l'ouverture à la concurrence pour mettre en œuvre son plan d'entreprise 2008/2012 qui accentue les objectifs de productivité, mettant ainsi sous pression l'emploi et les salaires. Après la suppression de 730 postes en 2008 et 650 en 2009, avec les restructurations de la RATP, on peut craindre une dégradation des conditions de travail, une remise en cause des déroulements de carrières et des primes. La vocation de service public de la RATP ne doit pas être niée.

Coralie Wawrzyniak
et correspondants RATP

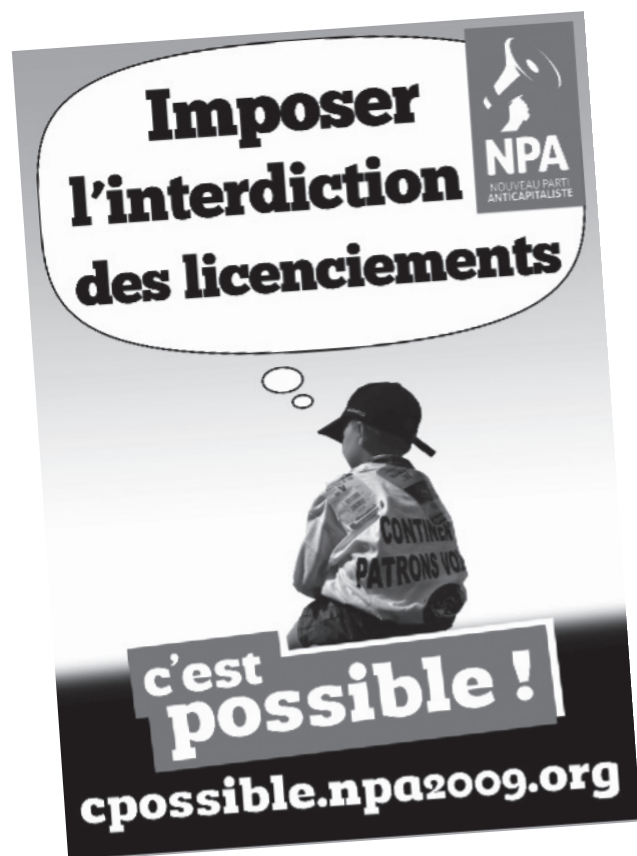
et aussi

ÉCOLE PRIVÉE, FONDS PUBLICS. Le sénateur UMP Jean-Claude Carle a donné son nom à un projet de loi qui ne va pas faire du bien à l'école publique. En effet, grâce à cette loi, les municipalités auront l'obligation de financer les écoles privées d'autres communes si leurs résidents ont fait le choix d'y scolariser leurs enfants. Dorénavant, si des parents parviennent à prouver que la capacité d'accueil de la commune de résidence est insuffisante, en cas d'obligation professionnelle, pour des raisons médicales ou si un frère ou une sœur est déjà scolarisé dans cette autre commune, les mairies seront tenues de payer pour cette scolarisation dans le privé! Évidemment, Luc Chatel, ministre de l'Éducation nationale, se félicite de cette proposition de loi, tandis qu'à gauche, on s'accorde à dire que ce texte porte atteinte au principe républicain de laïcité. Au lieu d'endiguer l'exode du public vers le privé, au contraire, on le favorise! Après l'assouplissement de la carte scolaire et de la sectorisation, cette loi Carle porte le coup de grâce à l'école publique. Le gouvernement ne cesse de transférer les missions du public vers le privé... Poste, hôpital, tout y passe! Demain, l'école publique sera une victime collatérale de plus.

GRANDES MANŒUVRES À L'ÉDUCATION. Suite au report de la réforme Darcos des lycées, Sarkozy devait annoncer la nouvelle réforme le 13 octobre et avait chargé Richard Descoings de présider une commission à laquelle participèrent les principaux syndicats enseignants. Le rapport qui en est sorti, moins provocateur, cible toujours le statut des enseignants en proposant de « Repenser les emplois du temps et les missions des enseignants », et s'adapte aux suppressions massives de postes. Malheureusement pour le gouvernement, la direction du Snes-FSU, principal syndicat du secondaire, a fait savoir fin août qu'elle ne négocierait pas une nouvelle réforme de ce type. Impossible, en effet, de discuter avec Sarkozy et Chatel sur ces bases, alors que le Snes est encore divisé sur l'affaire de la « masterisation ». Dans ce contexte, les grandes manœuvres se poursuivent, le gouvernement cherchant un consensus avec les directions syndicales qui réclament toutes une « bonne réforme » du lycée. En tout cas, une chose est sûre: l'action pour défendre l'Enseignement public et le statut des enseignants est toujours à l'ordre du jour!



Nos emplois, pas leurs profits!



De l'argent, il y en a!
Sarkozy voudrait taxer les indemnités journalières des accidentés du travail car cela rapporterait environ 150 millions d'euros... Mais selon la Cour des comptes en 2007, si les stocks-options et les attributions d'actions gratuites étaient taxées comme les salaires, elles rapporteraient 3 milliards d'euros de cotisations...

FREESCALE HISTOIRE D'UNE GRÈVE

Après six semaines de lutte pour défendre leur site, les salariés de Freescale ont dû suspendre leur grève. Un exemple parmi d'autres de l'urgence d'une centralisation des luttes.

L'USINE

Freescale (ex-Motorola) à Toulouse emploie 1700 salariés, dont 800 produisent en continu des composants électroniques pour l'automobile. Au printemps, la direction a annoncé la fermeture de l'usine avant fin 2011 et le transfert de la production vers d'autres usines du groupe. Les mois précédant cette annonce, les salariés avaient pourtant déjà subi un blocage des salaires, cinq semaines de chômage partiel et un plan de 170 suppressions de postes. Par ailleurs, Motorola et Freescale ont obtenu 20 millions d'aides publiques ces dix dernières années. Freescale France a versé 100 millions d'euros de dividendes à ses actionnaires en 2007 et 182 millions en 2008.

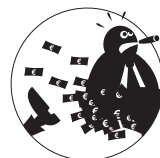
Dès l'annonce de la fermeture, les salariés s'organisent en AG, ce qui n'est pas simple dans une entreprise avec de nombreux cadres où depuis des années est entretenue une culture « maison ». Cet été, l'intersyndicale CGT-CFDT-CFTC a envoyé une délégation à la manifestation de Châtelleraut et à la réunion des entreprises en lutte à Ford Blanquefort (Gironde).

Le 7 septembre, les ouvriers de la fabrication se mettent en grève, faisant le lien avec ceux de Molex alors toujours en lutte, et se rendent à Villemur-sur-Tarn (Haute-Garonne) puis à la manifestation du 17 septembre à la Bourse de Paris. Peu à peu, la grève se durcit, les grévistes bloquant l'usine pendant dix jours et mettant les clients de Freescale en rupture de stock. Le préfet envoie la police pour permettre au patron de sortir la production de l'usine. Les grévistes orientent alors leur grève vers l'extérieur (blocages du dépôt de bus ou de l'aéroport). La direction, qui refuse ou fait pourrir les négociations, fait systématiquement appel au préfet et aux forces de l'ordre. Des policiers sont présents tous les soirs pour protéger la sortie des non-grévistes. Les grévistes s'installent dans des tentes devant l'entreprise et la solidarité s'organise.

Mais, au bout de six semaines, la poursuite de la grève devient difficile et il faut garder des forces dans une bataille de longue haleine, la fermeture étant planifiée pour 2011. Le 9 octobre, les salariés décident de suspendre la grève, de maintenir un comité de vigilance, d'organiser des AG régulières et de refuser toujours les indemnités planchers que la direction veut imposer. Ils participeront à la manifestation du 22 octobre, à Paris, et soutiendront toutes les luttes des salariés du département.

Myriam Martin

CAMPAGNE EMPLOI C'EST PARTI!



Le chômage de masse, la précarité dans le public comme dans le privé, les licenciements, les fermetures d'entreprises, les suppressions de postes de fonctionnaires et l'aggravation des conditions d'existence des chômeurs détruisent nos vies depuis des dizaines d'années. Mais avec la crise, un cran supplémentaire est franchi. Les patrons restaurent les profits en dégradant l'emploi par tous les moyens et dans tous les secteurs. La crise est l'occasion de toutes les réorganisations capitalistes.

Aujourd'hui, même si les profits redémarrent, les emplois continuent de disparaître ou de se dégrader. Nous n'en avons pas fini avec les plans massifs de licenciements. Dans la filière automobile, par exemple, après avoir jeté les précaires à la rue, ravagé les équipementiers, les licenciements vont rapidement toucher les constructeurs eux-mêmes. Les attaques contre le droit à l'emploi et, au-delà, contre le salaire et l'ensemble des

conditions de vie et de travail sont multiformes. Ces attaques utilisent et renforcent toutes les divisions, toutes les oppressions, toutes les discriminations - entre les différents statuts, entre hommes et femmes, entre précaires et plus précaires encore, entre chômeurs et salariés, entre jeunes et moins jeunes, entre actifs et retraités, entre Français et étrangers... Elles dégradent le rapport de forces et nous affaiblissent tous. La réponse ne peut pas être trouvée entreprise par entreprise, secteur par secteur, catégorie par catégorie...

Avec cette campagne «Nos emplois, pas leurs profits», le NPA veut faire du droit de chacune et chacun à vivre correctement de son travail une question politique, une question de choix de société. Nous voulons apporter des réponses précises, pour interdire les licenciements en prenant sur les profits, en impliquant les donneurs d'ordre, en récupérant l'argent public, pour lutter contre la précarité sous ses différentes formes, pour garantir à chacune et chacun 1500 euros net minimum par mois afin de vivre

dignement, pour supprimer le chômage... Nous défendons une cohérence globale: le droit absolu à un emploi et à un revenu pour toutes et tous. Cette perspective suppose une tout autre organisation de la société afin de produire ce qui est utile socialement et pour la sauvegarde de l'environnement, en travaillant toutes et tous, moins et mieux. Elle impose de contester le pouvoir patronal sur les salariés et le pouvoir des actionnaires sur toute la société.

Contre les campagnes idéologiques de la bourgeoisie présentées comme des évidences représente un énorme chantier. Mais nous sommes plusieurs milliers de militants, convaincus et convaincants, nous ne parlons pas de l'extérieur comme leurs publicitaires, leurs journalistes, leurs politiciens... nous vivons la réalité que nous combattons. Ce changement radical ne peut être imposé que par le rapport de forces. Notre campagne politique est donc totalement indissociable de la construction des mobilisations, de la coordination des luttes vers un mouvement d'ensemble, de la construc-

tion des outils d'organisation, d'auto-organisation.

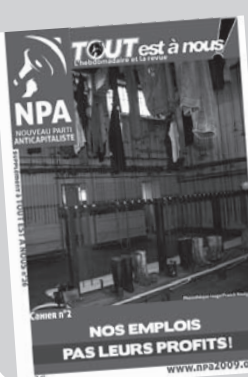
De nombreux travailleurs confrontés à des licenciements contactent le NPA pour obtenir un soutien à leur lutte. Pour ces salariés, le NPA est le parti qui «ne les laisse pas tomber». Nous devons faire plus et mieux! Chaque comité, chaque coordination locale ou régionale peut contacter les boîtes, faire des propositions utiles pour la lutte, pour la coordination, la mise en contact de différentes équipes, la solidarité de la population. Dans le même sens, en construisant de manière unitaire les Marches régionales contre le chômage, les précarités et les licenciements, nous voulons contribuer à construire la résistance, aussi bien dans les quartiers que dans les entreprises, parmi celles et ceux qui ont un emploi ou qui en sont privés. Avec cette campagne, nous voulons que le NPA soit utile à la fois pour défendre des idées et pour construire le rapport de forces.

La Commission intervention sur les lieux de travail (CILT)

TELEPERFORMANCE: LA GRANDE BRADERIE. Le leader mondial des centres d'appels ne connaît pas la crise, avec un chiffre d'affaires en progression de 8,7%. Les 20% d'augmentation des dividendes n'auront pas suffi aux actionnaires puisque le groupe a annoncé en juin dernier 475 licenciements secs et la fermeture de deux centres. Teleperformance, qui comptait sur les vacances pour faire passer discrètement un plan social, a eu la fâcheuse surprise de se retrouver avec des syndicalistes qui n'avaient pas abandonné l'idée de se battre. Combinant la lutte sur le terrain et devant les tribunaux, les salariés ont réussi à suspendre le « Plan de sauvegarde de l'emploi » (PSE) grâce à une décision de justice rendue fin septembre. Un autre procès devrait avoir lieu en décembre afin d'obtenir l'annulation totale du PSE pour non-justification économique. Mais pour l'instant cela se passe dans la rue afin de l'obtenir par la force.

SARKOZY EN MOSELLE. Particulièrement touchée par les restructurations industrielles et militaires, la Moselle a une nouvelle fois été visitée par Sarkozy. Face à la vague de destructions d'emplois sur le département, il a tenté de rassurer en confirmant la création de 1500 emplois publics, notamment par le transfert de l'Insee - transfert contre lequel les salariés continuent de lutter. Ces promesses n'engagent que ceux qui y croient... Les ouvriers d'Arcelor-Mittal à Gandrange en ont fait l'expérience. Après avoir promis, il y a deux ans, de maintenir l'activité sur le site, quoi qu'il arrive, le président évite désormais soigneusement les lieux lors de ses déplacements. Et démontre que la seule politique industrielle qu'il connaisse, c'est celle de la baisse des coûts du travail et de l'augmentation des profits. Quelles qu'en soient les conséquences pour les salariés!

NOS EMPLOIS, PAS LEURS PROFITS!



Une nouvelle brochure du NPA paraît cette semaine. Un véritable outil d'argumentation sur les solutions du NPA pour l'emploi. Vous pouvez vous la procurer en envoyant un chèque de 2 euros à l'ordre de: NSPAC 2 rue Richard-Lenoir 393100 Montreuil

Le Forum social

mondial de Belém (Amazonie, Brésil), qui s'est tenu du 26 janvier au 1^{er} février, a été marqué par la présence massive et l'énergie impressionnante des peuples indigènes des Amériques. Cela traduit le dynamisme des luttes menées par ces peuples, au cœur d'un affrontement politique, écologique et social avec les multinationales, et atteste du niveau de convergence et d'articulation continentale atteint par ces mouvements.

Des milliers de délégués des communautés de la région andine, d'Amérique centrale et d'Amazonie ont participé aux débats et approuvé une résolution qui dénonce l'exploitation et l'oppression mondiale capitalistes, également responsables du réchauffement global, menant à une catastrophe planétaire. Pour eux, « *la crise de modèle de développement capitaliste [...] est totale et nous dirige vers la plus grande crise socio-environnementale et climatique de l'histoire humaine. La crise financière, économique, énergétique et productiviste aggrave le chômage structurel, l'exclusion sociale, la violence raciste, machiste et le fanatisme religieux. Ces crises simultanées et profondes représentent une authentique crise de la civilisation, la crise du développement et de la modernité capitaliste qui met en péril toutes les formes de vie.* »

La résolution se conclut par un appel à une mobilisation intercontinentale, le 12 octobre 2009 (en référence au 12 octobre 1492, jour de la « découverte » de l'Amérique par Christophe Colomb), en défense d'Abya Yala (désignation indigène de la « Mère nourricière ») et des peuples, contre la marchandisation de la vie, la pollution, la consommation toxique et la criminalisation des mouvements sociaux (lire ci-contre le programme des manifestations prévues ce mois-ci à Paris).

La tonalité anticapitaliste de la résolution de Belém a été reprise par le quatrième Sommet des peuples de Abya Yala, tenu en mai, à Puno (Pérou) qui a également appelé à tenir un sommet alternatif des peuples indigènes, lors la Convention sur le changement climatique de Copenhague, qui aura lieu en décembre. Une audience du Tribunal international de justice climatique se déroulera à Cochabamba (Bolivie), les 13 et 14 octobre.



LA LUTTE DES INDIGÈNES



MORTS POUR LA FORÊT PÉRUVIENNE

Le 5 juin 2009 a marqué un nouveau tournant dans la lutte pour la défense des droits des populations indigènes et de leurs territoires ancestraux. La journée mondiale de l'environnement a été ensanglantée par la répression du gouvernement péruvien contre les Indiens d'Amazonie occidentale. Bloquant une route à Bagua, ils manifestaient contre dix décrets lancés par le gouvernement néolibéral d'Alan Garcia. Ces décrets encouragent les investissements étrangers et facilitent les forages pétroliers, l'exploitation de minerais et de bois précieux sur 45 millions d'hectares de forêt. Ces décrets accompagnent des traités de libre échange signés avec les États-Unis, la Chine et bientôt l'Europe.

Un véritable massacre a eu lieu, faisant plusieurs dizaines de morts, majoritairement indiens. L'image d'un Pérou progressiste sur les droits des peuples autochtones – le président Alan Garcia est signataire de la convention 169 de l'Organisation internationale du travail et de la Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones – a fait long feu face aux appétits transnationaux et nationaux.

Les communautés indiennes de l'Amazonie péruvienne sont organisées dans l'Association pour le développement de la forêt péruvienne (Aidesep). Alors que les mobilisations paysannes et syndicales s'essoufflaient, l'Aidesep a obtenu l'abrogation de deux textes remettant en cause la propriété collective de la terre. L'association est devenue un acteur politique de premier plan.

Face à la forte mobilisation, le gouvernement péruvien, à la suite du massacre de Bagua, a dû abroger deux autres décrets. Aujourd'hui, les peuples indiens de l'Amazonie péruvienne sont devenus les principaux acteurs de la lutte pour la protection de la forêt amazonienne, rejoignant les luttes transfrontalières et très organisées des peuples andins. Alberto Pizango, président de l'Aidesep, a été forcé de se réfugier au Nicaragua, recherché pour sédition, conspiration et rébellion, mais la base de l'Aidesep continue avec comme mot d'ordre « *la forêt ne se vend pas, elle se défend* ».

DÉCIMÉS, EXPLOITÉS, OPPRIMÉS

Sur les 525 millions d'habitants du continent sud-américain, 44 millions sont aujourd'hui indiens. Les Indiens représentent 60% de la population totale du Guatemala et de la Bolivie, entre 40 et 50% en Équateur et au Pérou, près de 20% au Chili et 13% au Mexique.

Lors de l'arrivée en Amérique de Christophe Colomb, en 1492, ils étaient plus de 50 millions, un peu moins que la population européenne de l'époque qui était de 67 millions d'habitants. En 1650, exterminés par les conquistadores et les maladies importées d'Europe, ils n'étaient plus que 4,5 millions.

iments

ES PEUPLES D'AMÉRIQUE



LA VIE FACE AU SACCAGE CAPITALISTE

Aucun espace n'échappe aux multinationales. Les traités de libre échange (TLC), en s'imposant sur les législations nationales, ouvrent la voie au pillage effréné des ressources naturelles, aux dégâts écologiques, aux privatisations des biens communs et au démantèlement d'acquis sociaux. La propriété collective des terres des communautés indigènes et d'origine africaine représente un obstacle empêchant les multinationales d'accéder aux ressources de leurs territoires. Les populations font face à des tentatives de contrôle de leur terre par la militarisation ou par leur expulsion. Elles ne veulent ni de régions misérables et polluées ni d'exode rural. Pour conserver leurs terres, leurs cultures, leurs semences natives, elles s'allient aujourd'hui à d'autres secteurs pour renforcer la résistance au modèle productiviste et capitaliste, avec un projet de portée universelle, qu'elles appellent le « bien vivre », en opposition au « toujours plus ».

DÉCRIMINALISATION DES INDIGÈNES ET DÉMILITARISATION DE LEURS TERRITOIRES

Malgré l'adoption de la Déclaration sur les droits des peuples indigènes par l'Assemblée générale de l'ONU, les États et les multinationales piétinent toujours plus leurs droits, envahissent leurs territoires et criminalisent leurs organisations. Sans les consulter, ni respecter leur autonomie et leur autodétermination, ils exploitent leurs ressources naturelles.

Au Pérou, des centaines de dirigeants indigènes sont arrêtés, accusés de graves délits et de terrorisme parce qu'ils défendent le droit de leurs communautés et la préservation de leurs ressources naturelles. En Colombie, la politique du gouvernement Alvaro Uribe a exterminé dix-huit peuples indigènes. Au Chili, les Mapuches sont jugés selon la loi anti-terroriste en vigueur sous Pinochet. Les aspirations du peuple hondurien sont écrasées par un coup d'État. En Équateur, où 40% de la population est indienne, le gouvernement de Rafael Correa a refusé de renouveler la présence des bases militaires étatsuniennes mais ne refuse pas la privatisation de l'eau aux multinationales, ce qui a donné lieu à une mobilisation des Indiens. La Bolivie (plus de 60% d'Indiens) dirigée par le président indien aymara Evo Morales, est l'exception à ce cadre, qui reste sous la vigilance des organisations indigènes.

Face aux attaques des États et des multinationales, les peuples indigènes organisent leurs luttes, de façon unitaire avec les mouvements sociaux d'Amérique latine et du monde.

UNE SEMAINE DE MOBILISATION

**Samedi 10 octobre,
de 15h30 à 22h**

Journée internationale de solidarité avec les indigènes des Amériques. Organisée par le Comité de solidarité avec les Indiens des Amériques (CSIA). Avec Karmen Ramirez Boscan (Wayú - Colombie), Pedro Kayukeo (Mapuche - Chili), Christopher Ross (Potawatomi - USA). RV au cinéma La Clef, 21 rue de la Clef, Paris 5^e, M^o Censier-Daubenton.
Entrée : 10 euros.

Lundi 12 octobre, 18h

Rassemblement contre la marchandisation de la vie, en défense de la planète et des peuples. RV à Paris, fontaine des Innocents, M^o et RER Les Halles.

Seront présents : Attac, Union d'associations latino-américaines en France (Union), Comité Pérou, Comité pro-Bolivie, CPCP, Collectivo Argentina, CALPA, Alerte Honduras, Unipama, Communistas peruanos en Francia, France et Libertés, Terre et liberté - Arauco, Radio latinos, Colectivo de peruanos en Francia, Nuestra América, Comité pour l'annulation de la dette du Tiers Monde (CADTM), MRAP, Solidaires, Confédération paysanne, les Verts, NPA, PCF, Colectivo Argentino por la memoria, France Amérique latine (FAL), Consejo Pro-Bolivia Francia, le Cercle bolivarien de Paris, Albafrancia, Colcrea et Calpa.

Mardi 13 octobre, 19h30

Ciné débat sur les Mapuches d'Argentine en lutte, autour du documentaire *Nacion Mapuce* de Fausta Quattrini. Organisé par Calpa et Terre et liberté - Arauco.
RV au CICP, 21 ter rue Voltaire Paris 11^e, M^o Boulets-Montreuil.

Jeudi 15 octobre, de 18h à 22h

Forum droits et territoires des indigènes à l'épreuve de la mondialisation. Avec Yvon Le Bot, sociologue, Pedro Kayukeo, Mapuche du Chili, Hélène Roux du collectif Amérique latine, une représentante de la nation Mohawk, Canada, le CSIA.
RV à la Bourse du travail, salle Eugène-Varlin, 3 rue du Château-d'Eau, Paris, Métro République.

Vendredi 16 octobre, de 18h à 22h

Forum sur les notions de « bien vivre » et la défense des biens communs proposés par les Indigènes. Avec Michael Löwy, sociologue, Denise Mendes (Attac), Gérard Lepuill, journaliste, et la Confédération paysanne.
RV à la Bourse du travail, salle Eugène-Varlin, 3 rue du Château-d'Eau, Paris, Métro République.

Samedi 17 octobre, à 14h30

Manifestation pour les droits des femmes. Cortège latino-américain.
RV à Paris, Métro Bastille.

Samedi 31 octobre, 20h

Fête de solidarité avec les peuples de l'Amazonie péruvienne, au bénéfice de l'Aideseq. Organisée par le Collectif des Péruviens en France.
RV au 7-9 rue François-Devergue, Montreuil - M^o Croix-de-Chavaux.



GUINÉE MASSACRE EN FRANÇAFRIQUE

La junte militaire au pouvoir en Guinée a commis un massacre sur la population civile, tuant 157 personnes.

Lundi 28 septembre, dans le stade de la capitale Conakry, l'armée guinéenne a ouvert le feu de façon préméditée sur un rassemblement de l'opposition civile, interdit à la dernière minute par le pouvoir. Le bilan est effroyable : au moins 157 personnes ont été tuées, plus de 1200 blessés par balle, et de nombreux viols.

Ce massacre met fin à toutes les promesses d'une évolution pacifique et démocratique faites par le Conseil national pour la démocratie et le développement (CNDD), nom de la junte militaire dirigée par Dadis Camara. Ce dernier a pris le pouvoir à la mort de l'ancien président dictateur, Lansana Conté, le 23 décembre 2008. Camara prétendait mettre fin au régime corrompu et dictatorial de l'oligarchie qui s'enrichissait de façon éhontée. Il avait également promis de rendre le pouvoir aux civils rapidement, après une période transitoire qui devait être mise à profit pour démanteler les réseaux de corruption. La junte montre aujourd'hui son vrai visage.

Le pays, où les syndicats sont exceptionnellement forts, a connu une grève générale en janvier et février 2007. La répression brutale de cette grève par le président Lansana Conté s'est soldée par plus de 120 morts.

En réaction au massacre du 28 septembre, le gouvernement français a annoncé l'interruption de sa coopération militaire. On apprend ainsi qu'elle a été reprise et qu'elle a même impliqué la livraison d'armes en 2008. Aujourd'hui, le pouvoir français semble divisé sur l'attitude à adopter vis-à-vis du régime guinéen. Les ministres des Affaires étrangères et de la Coopération, Bernard Kouchner et Alain Joyandet, ont condamné la répression. Kouchner semble décidé à rompre avec Dadis Camara qu'il considère comme un incalculable dangereux. Mais en même temps, Patrick Balkany, député-maire UMP de Levallois-Perret, qui sillonne l'Afrique depuis plusieurs mois en mission pour Nicolas Sarkozy, sans aucun mandat officiel, reçoit le numéro deux de la junte guinéenne à Paris. Il l'a assuré que la candidature à la présidentielle de 2010 de Dadis Camara, le criminel qui s'accroche au pouvoir, ne « posait pas de problème » ! Plus que jamais, la solidarité avec les forces politiques civiles, les associations, les syndicats guinéens, tous ceux qui luttent pour une véritable démocratie et contre les complicités de la France avec les assassins, s'impose.

Bertold du Ryon

IRAN LA MOBILISATION DESERRER L'ÉTAU

Mis à mal sur le plan intérieur par la persistance de la mobilisation démocratique, le régime iranien semble prêt à faire des concessions sur le dossier nucléaire.



Après quatorze mois d'interruption, les négociations sur la question du nucléaire iranien ont repris, le 1^{er} octobre à Genève, entre les dirigeants des États-Unis, de Russie, de Chine, de Grande-Bretagne, de France, d'Allemagne et d'Europe et le négociateur de la République islamique, Saïd Djallili. Ce nouveau round de discussions succède à une intense agitation où chacun a voulu montrer ses muscles : « découverte » par Barack Obama, Nicolas Sarkozy et Gordon Brown d'un nouveau site nucléaire iranien près de la ville sainte de Qom, essais de missiles de longues et moyennes portées par l'Iran, déclarations guerrières des dirigeants israéliens. Ce regain de tension a été savamment orchestré par les puissances occidentales qui profitent de la crise de régime que traverse la République islamique

depuis la réélection contestée d'Achmadinejad. Conscient de son affaiblissement, le pouvoir iranien a tenté de jouer sur la fibre nationaliste de la population en faisant procéder à des tirs de missiles. Mais la presse internationale a omis de dire que la rencontre de Genève a aussi été précédée de gestes réciproques de « bonne volonté ». Le gouvernement américain a autorisé le ministre iranien des Affaires étrangères, Manoucher Mottaki, à venir à Washington, une première depuis trente ans. Mottaki a été chargé par le Guide suprême de la révolution islamique, Ali Khameneï, d'apporter à Obama de nouvelles propositions de Téhéran. Le pouvoir iranien a, pour sa part, permis à des diplomates américains de rendre visite aux trois touristes arrêtés cet été pour être entrés illégalement en Iran. Les négociations de Genève ont mis en lumière l'état de faiblesse du régime iranien. En brandissant le renforce-

ment des sanctions, notamment contre le secteur pétrolier iranien, les grandes puissances ont contraint Achmadinejad à un recul sur le dossier nucléaire. Ainsi, un accord pourrait intervenir pour que l'Iran fournisse de l'uranium enrichi à moins de 5% (taux nécessaire pour le nucléaire civil) à la Russie qui le ferait enrichir à 20% avant que la France ne le transforme en combustible nécessaire au réacteur de recherche de Téhéran, sous contrôle de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA). Confrontée à un conflit profond au sommet du régime et à une crise économique forte, l'Iran doit également faire face à une contestation populaire qui ne faiblit pas. Sur plan intérieur, Khameneï tente de résorber la crise qui fait rage au sein du sérail et de retrouver une certaine marge de manœuvre. En signe de détente, il a ordonné la libération de plusieurs dirigeants

du camp « réformateur ». Il a également fait procéder à des remaniements de la direction des Gardiens de la révolution. Sur le front extérieur, les dirigeants iraniens ont décidé de calmer le jeu. Plus que jamais, il y a pour le mouvement progressiste et antiguerre plusieurs combats indissociables à mener de front. D'une part, la lutte contre les impérialismes, les menaces d'interventions militaires et les sanctions économiques frappant d'abord le peuple iranien et la lutte pour la dénucléarisation du Moyen-Orient et donc d'Israël, seul à posséder dans cette région un arsenal atomique. D'autre part, la construction d'une solidarité active avec celles et ceux qui luttent pour la justice sociale, les libertés et l'égalité, et qui veulent en finir avec la République islamique.

Babak Kia

et aussi

IRLANDE : LE CHANTAGE A PAYÉ. Depuis le résultat du référendum irlandais sur le traité de Lisbonne, la classe politique locale et européenne n'en finit pas de se congratuler : 67% de « oui » ! Avec un taux de participation de 59%, supérieur à celui de juin 2008, lorsque le « non » l'avait emporté ! Bientôt le « non » irlandais n'aura jamais existé ! Cet épisode est une nouvelle confirmation du caractère antidémocratique de l'Union européenne. Quand, par hasard, les peuples sont consultés, la seule réponse possible est « oui ». Quand, malgré tout, la réponse est « non », alors les gouvernements piétinent la volonté populaire (comme ce fut le cas en France et aux Pays-Bas) ou font revoter (comme au Danemark puis en Irlande) jusqu'à obtenir un résultat conforme à leurs espérances. Cette fois, les partisans du « oui » n'ont reculé devant aucun chantage. Les salariés ont été inondés de propagande expliquant que la préservation de leurs emplois dépendait de la victoire du

« oui ». Les autorités universitaires ont agi de même, prétendant que les fonds alloués à la recherche étaient conditionnés au « oui ». Les fonds de l'Ibec – le Medef irlandais – ont grassement subventionné une myriade de groupes prétendant incarner la « société civile » et naturellement tous favorables au « oui ». Le PDG de Ryanair s'est offert des pages entières de publicité pour le « oui ». Les grands médias ont favorisé de manière éhontée les partisans du traité de Lisbonne, d'ailleurs soutenu par les deux grands partis de droite, par le Parti travailliste irlandais et la direction des syndicats. Malgré ce rouleau compresseur, quelques bastions du « non » ont résisté, comme les quartiers les plus populaires et les plus pauvres de Limerick. La cote du Premier ministre est d'ailleurs dans le pays au plus bas. Mais, globalement, la large victoire du « oui » sanctionne un vote de la peur, sur fond de crise économique, de récession et de catastrophe sociale. Alors même que les « politiques européennes » de l'UE ne vont pas manquer d'en aggraver les conséquences.

GRÈCE : BEREZINA À DROITE. Deux ans après sa large victoire, la droite perd les législatives avec 10 points d'écart sur le Pasok (social-démocrate) et une baisse de 8 points. Elle paie ses attaques contre les jeunes et les travailleurs. Une grave crise de direction s'est aussitôt ouverte et il ne semble pas que l'extrême droite, qui fait moins que ce qui était craint (5,6%, contre 3,8% en 2007 mais 7,15% aux européennes 2009), puisse trop peser. Le Pasok, dont personne ne prévoyait un tel score (44%, 38,1% en 2007, 36,6% aux européennes) peut former, avec 160 sièges, un gouvernement. Il continue à jouir d'un fort soutien populaire et poursuivra globalement la politique de la droite. À sa gauche, il y a baisse du KKE (PC) aux pratiques sectaires (7,5%, 8,15% en 2007), Syriza baisse moins que ce qui était craint (4,6%, 5% en 2007), perdant 50 000 voix et devenant le cinquième parti du pays. Le regroupement Antarsya arrive huitième (25 000 voix), en progrès par rapport aux européennes et aux deux regroupements de 2007.



CINÉMA
THIRST, CECI EST MON SANG...

Park Chan-wook
D'accord, c'est une histoire de vampires avec ce qu'il faut de hard et de gore. Mais tous les genres cinématographiques (polars, westerns, comédies...) ont leurs codes, et les grands films qui utilisent ces moules les transforment souvent – en les respectant –, comme ici, par la beauté des images ou par l'insolite du scénario : un prêtre se dévoue pour essayer un vaccin, et c'est cela qui le rend vampire... Le « bon » transformé en « méchant », c'est comme dans *Cujo*, le célèbre toutou ; le fétichisme des pieds évoque Bunuel ; par ailleurs, Park Chan-wook, qui ne manque pas d'air, affirme qu'il s'agit d'une adaptation de *Thérèse Raquin*, de Zola. Amusez-vous à le contrôler...

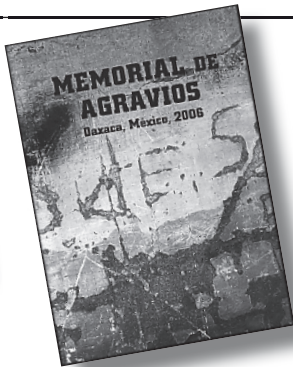
Paul Louis Thirard



MUSIQUES
GOZALO! BUGALÙ TROPICAL VOL 3/

Compilation/VAMPISOUL
Sur la carte des musiques latines, de nombreux pays restent longtemps terra incognita. Après deux compilations consacrées au Panama (sur Soundway), signalons ainsi cette superbe collection qui jette une lumière étonnante et jouissive sur la scène péruvienne de la fin des années 1960. Naturellement, on y ressent fortement l'influence des sonorités en provenance de Puerto Rico, Cuba ou même la salsa naissante du spanish New-York. Bref, là où se jouait la modernité du mambo, de la cumbia ou autres pulsations populaires du sous-continent. Cependant, ces artistes – aux noms souvent improbables – et autres groupes éphémères y apportèrent une fraîcheur et une énergie qui devaient réchauffer à bon escient les nuits d'altitudes de la capitale andine.

King Martov



LIVRES
MEMORIAL DE AGRAVIOS

- Oaxaca, Mexico, 2006/
EDICIONES MARIBU/45 EUROS
L'ombre portée du conflit guadeloupéen s'est probablement méditée à partir du Mexique, de l'État de Oaxaca où, à partir de juin 2006, une occupation de professeurs prit une tournure inquiétante pour les dominants du monde. La violence de la police entraîna une résistance qui dura six mois et monta crescendo dans une ville bientôt occupée par les barricades. Les manifestants, jusqu'à 300 000, s'animèrent d'une expression populaire et de formes de combat inédites : occupations de mairies et des moyens de communication, quatorze radios libres ouvrant leurs antennes à la parole du peuple, réquisitions, blocages des routes, et résistances sur piquets de nuit. Ce livre, édité par le peintre Ruben Leyva, rend hommage à cette lutte en insistant sur la forme artistique, montrant la créativité du mouvement sous les aspects photographiques.

Christophe Goby



BD
À LA FOLIE...

James et Sylvain Ricard/
FUTUROPOLIS/20 EUROS
Après avoir lu un rapport d'Amnesty international, les deux auteurs ont voulu faire un album sur les violences conjugales. Il raconte l'histoire d'un couple, depuis la rencontre jusqu'aux coups. L'ouvrage est dur, même si le choix de personnages à tête d'animaux pourrait sembler adoucir le propos. Les auteurs montrent les mécanismes qui conduisent aux coups, les excuses et les promesses à chaque fois renouvelées, les violents, la difficulté à se résoudre à quitter le conjoint malgré sa violence, la honte d'en parler et les mauvais conseils de certains qui recommandent de ne surtout pas compromettre le couple... Sans excuser quoi que ce soit, ils montrent aussi comment les tensions au travail peuvent déboucher sur la violence à domicile. Un ouvrage qui, en plus de ses qualités graphiques, peut devenir un véritable outil militant.

Sylvain Pattieu



www.bastamag.net

Basta! est un projet de média alternatif porté, depuis 2005, par une équipe de journalistes, renforcée par des photographes, des vidéastes et des contributeurs issus des mouvements sociaux. Grèves dans les entreprises, luttes sur le logement, mouvements étudiants et lycéens, actions de désobéissance civile, dénonciation des discriminations, campagnes de solidarité internationale... bastamag.net en fait le relais!

www/collectifdroitsdesfemmes.org

Le Collectif national pour les droits des femmes regroupe associations féministes, syndicats et partis politiques. Il s'est fixé pour objectif de mettre en pratique l'égalité que les femmes ont conquise durant le 20^e siècle. Intervenant dans des domaines très variés (réduction du temps de travail, violences, égalité professionnelle, travail domestique, lesbophobie, lutte contre le Front national, lutte contre le sexisme...), le collectif lutte auprès de celles qui doivent encore aujourd'hui se battre.

http://campagneboycott.blogspot.com

Ce site est le relais français de la campagne Boycott, désinvestissement et sanctions (BDS), lancée en Palestine en 2005 pour protester et agir contre la politique d'apartheid d'Israël vis-à-vis de la Palestine. La campagne française travaille en coordination avec le Comité national palestinien qui pilote la campagne BDS globale.

ANTILLES « PARADIS RATÉ »

« Paradis raté », la formule est d'Aimé Césaire, qui avait invité en 1948 la photographe Denise Colomb à visiter la Martinique récemment « départementalisée ». Ses images étonnantes de charge politique et poétique sont actuellement exposées à Paris.

Sœur d'un remarquable galeriste parisien, Pierre Loeb, qui dès 1925 osa exposer et soutenir des peintres comme Joan Miró ou Max Ernst, Denise Colomb (1902-2004) côtoya de ce fait les plus grands artistes du xx^e siècle dont elle réalisa, à partir de 1947, des portraits aujourd'hui célèbres. Elle avait pourtant délaissé la photographie pendant près de dix ans et, violoncelliste de formation, n'avait manipulé d'appareil qu'à l'occasion d'un séjour en Indochine, où son mari, ingénieur maritime, avait été muté. Ce sont pourtant ces photos anciennes, prises entre 1935 et 1937 en Extrême-Orient, qui séduisirent Césaire et lui firent organiser avec Michel Leiris, sous prétexte de reportage ethnographique, le séjour d'août-novembre 1948, où la photographe parcourut la Martinique, la Guadeloupe et Haïti.

En 1949, une galerie parisienne exposa avec succès les images rapportées de ce premier voyage, et deux ans plus tard, Césaire, en tant que député (alors communiste) de Fort-de-France, s'appuyait sur ces photos pour illustrer un vigoureux article anticolonialiste, *La Martinique, de la légende à la réalité*, dénonçant la servilité de l'État envers les industriels de la canne à sucre, principaux fauteurs de trouble et de misère dans ce « paradis raté ». Ces photographies, comme celles qu'elle revint prendre dix ans plus tard, ont ainsi un intérêt historique, politique et « ethnographique » d'autant plus évident dans les circonstances de crise sociale aiguë que connaissent aujourd'hui les Antilles françaises. En 1991, Denise Colomb avait légué à l'État l'ensemble de ses archives

(plus de 50 000 négatifs et des milliers d'autres documents), et c'est à partir de ce fonds que l'Hôtel de Sully (62 rue Saint-Antoine, 75004 Paris) présente jusqu'au 27 décembre 2009 une large sélection de ces images réalisées en 1948 et 1958, complétées d'autres vues prises en 1993.

Mais, comme y insiste justement Noël Bourcier, commissaire de l'exposition et principal auteur du très élégant catalogue, l'intérêt supérieur de ces photographies est de ne s'enfermer dans aucun genre ou discours univoques, et de réussir au contraire à susciter des émotions multiples. Même sans parler des solarisations inspirées de Man Ray ou des « réticulations » tirées d'un heureux accident venu altérer les pellicules, l'influence du surréalisme éclate dans le regard de la photographe, prompt à s'étonner, à admirer ou à s'indigner, saisissant la beauté des paysages et des êtres aussi bien que les contradictions visuellement les plus frappantes et choquantes de la colonisation – et parfois dans la même image. Remarquable convergence avec la poésie d'Aimé Césaire, qu'il convient certainement de lire ou de relire au sortir de cette belle et utile exposition.

Gilles Bounoure

Sans titre, réticulation. Martinique, 1948
Denise Colomb © Ministère de la Culture - Médiathèque du Patrimoine, Dist. RMN

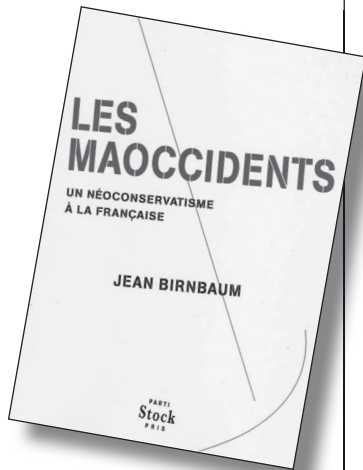




RETRAITES LES FEMMES, PRIVILÉGIÉES ?

Tout est bon pour diminuer le montant des retraites, voire pour remettre en cause le principe même des retraites par répartition. Les « injonctions » de Bruxelles concernant les prétendus privilèges des femmes ayant eu des enfants est une opportunité pour le gouvernement qui voudrait bien réussir à enfoncez un coin supplémentaire.

LES MAOCCIDENTS
UN NÉOCONSERVATISME À LA FRANÇAISE
JEAN BIRNBAUM
EDITIONS STOCK
137 PAGES
11€



Ce livre est une nouvelle accusation dans le procès public des maoïstes français : « En France, le néo-conservateur n'est pas un trotskiste qui a rejoint l'élite mais un maoïste qui a perdu son peuple. Passé du culte de l'Orient rouge à la défense de l'Occident, je l'appelle Maoccident ». La Légion d'honneur remise à André Glucksmann par Nicolas Sarkozy est érigée en symbole et certains dirigeants de la Gauche prolétarienne (GP), organisation maoïste à laquelle Glucksmann a appartenu, sont les héros du récit. Centré sur quelques intellectuels prestigieux car « dans l'histoire du maoïsme français, les noms qui comptent sont presque tous normaliens et masculins », Jean Birnbaum occulte la réalité politique et historique.

Dès 1960, la condamnation chinoise de l'Union soviétique au nom du léninisme recueille un fort écho auprès de militants et d'intellectuels de gauche. Contre le soutien inconditionnel à l'URSS du PCF, les maoïstes, aux côtés des trotskystes, ont joué un rôle significatif pendant deux décennies dans les luttes pour les droits des femmes, des homosexuels, des ouvriers spécialisés, des immigrés et dans de nombreux conflits sociaux, y compris par des actions violentes et spectaculaires. Certes, André Glucksmann a trahi et quelques-uns se sont égarés, mais combien ont continué le combat anticapitaliste? Certains ont rejoint des associations, des syndicats et aujourd'hui le NPA. Une réponse à Jean Birnbaum serait d'écrire, comme Daniel Bensaid l'a si bien fait pour les trotskystes, une histoire des maoïsmes. À l'heure où les actions de l'Appel et la pioche rappellent l'attaque de Fauchon par les maoïstes pour distribuer ses produits aux travailleurs, et où les séquestrations de patrons et les actions violentes réapparaissent dans les conflits, il est important pour notre combat actuel de ne pas laisser ces accusations sans réponse.

Frédéric Gudéa

À COMMANDER À LA LIBRAIRIE LA BRÈCHE (PORT GRATUIT)
27 RUE TAINÉ 75012 PARIS TÉL. : 01 49 28 52 44 FAX : 01 49 28 52 43
www.la-breche.com

Depuis 1971, les mères de famille salariées du privé bénéficient à l'heure de leur retraite d'une « majoration de durée d'assurance », qui leur permet de valider huit trimestres de cotisation

(deux ans) par enfant élevé. Elle vise à compenser les différences de carrière constatées entre les hommes et les femmes. Des plaintes de pères pour obtenir des droits similaires ont abouti à une recommandation de la Haute autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité (Halde) et à une injonction de Bruxelles auprès du gouvernement français. La Cour de cassation a donné raison aux hommes au nom de l'égalité. Déjà, les fonctionnaires avaient fait les frais des dépôts de plaintes similaires car une femme fonctionnaire bénéficiait automatiquement de quatre trimestres supplémentaires pour un enfant. L'injonction a abouti et la majoration ne sera appliquée que pour les femmes fonctionnaires ayant eu des enfants avant 2004. Pour les autres, c'est l'un des deux conjoints qui bénéficiera de cet avantage à condition de s'être arrêté de travailler au moins deux mois après la naissance. Il n'empêche : Bruxelles poursuit aussi ses critiques sur les régimes de la fonction publique, considérant qu'il s'agit là d'un subterfuge, les femmes étant automatiquement « arrêtées » au moins deux mois pour le congé de maternité. Fondamentalement, les intentions de Bruxelles, comme les tentatives du gouvernement, de réformer le régime des retraites des femmes s'inscrivent dans la remise en cause générale des régimes de retraites par répartition au profit d'assurances privées. D'ailleurs, le gouvernement n'a-t-il pas déclaré que la réforme se ferait sans augmenter le montant global des retraites? Autrement dit, une égalité « par le haut » n'est évidemment pas envisageable pour lui.

En réalité, tout est bon pour attaquer les retraites. En 1993, Balladur fait passer le nombre d'annuités de 37,5 à 40 dans le privé. En 1995, Juppé veut imposer la même réforme dans le public au nom – déjà – de l'égalité mais échoue grâce à la grève générale. Fillon réussira en 2003 dans la fonction publique et fin 2006 dans le secteur public. Ces réformes s'accompagnent d'un nouvel allongement généralisé (41 ans au-



jourd'hui) et d'un système de décote sévère avec menace d'augmentation de l'âge légal de la retraite (on parle même de 67 ans!).

LES FEMMES, DES RETRAITÉES PAUVRES

Les femmes ont de toutes petites retraites (40% de moins que les hommes). En moyenne elles touchent 1020 euros par mois contre 1636 euros pour les hommes. Calculées dans le privé sur la base des 25 meilleures années, les montants des retraites fondent comme neige au soleil avec l'accumulation des années à temps partiel, pas vraiment choisi, où le salaire annuel a été réduit. Pourquoi ces différences? Les femmes sont des travailleuses pauvres. L'inégalité professionnelle entre hommes et femmes reste, en effet, un problème majeur avec 24% de différence de salaires pour des postes similaires. Les femmes, de surcroît, sont souvent « orientées » vers les emplois les moins payés (secteur sanitaire et social, grande distribution, etc.) et les plus précaires. Par ailleurs, 40 à 44% des femmes (contre 86% des hommes) ont toutes leurs annuités. Avec la décote, le niveau de pension dégringole très vite pour tout trimestre manquant. Les femmes assurent le gros des tâches ménagères (80% du noyau dur), assurant de ce fait une double journée de travail (et de préoccupations) ce qui nuit souvent à leur carrière (absence de promotion). Les femmes prennent l'écrasante majorité des congés parentaux (98%) et des temps partiels.

Inversement, le mariage est plutôt bénéfique pour les hommes : toutes choses égales par ailleurs, un homme célibataire gagne 10% de moins qu'un homme en couple. Cette différence de rémunération est négligeable chez les femmes.

STOP À L'HYPOCRISIE

Nous sommes tentées de dire à la Halde qu'elle ferait mieux de râler sur les temps partiels imposés, les salaires trop bas, la précarité des femmes et l'absence de congé paternité décent. L'égalité se mesure d'abord dans ces domaines où les réformes ne vont que rarement dans le bon sens. De plus, les gouvernements successifs n'ont cessé de détruire les retraites et demandent maintenant aux couples de s'entredéchirer pour échapper à la décote. Nous avons d'autres réponses qui permettraient à tous et toutes de concilier vie privée et vie professionnelle en créant, à tous les niveaux, du collectif :
- un vrai partage des tâches domestiques, y compris l'éducation des enfants.
- des horaires de travail décents (pas de pause de quatre heures dans la journée).
- le maintien des maternelles, la création massive de crèches et, donc, la suppression des jardins d'éveil.
- une retraite à 37,5 annuités pour tous et la prise en compte des enfants, éventuellement pour les deux.
Nous refusons de partager les retraites de misère.

Emmanuelle Iro et Hélène Viken

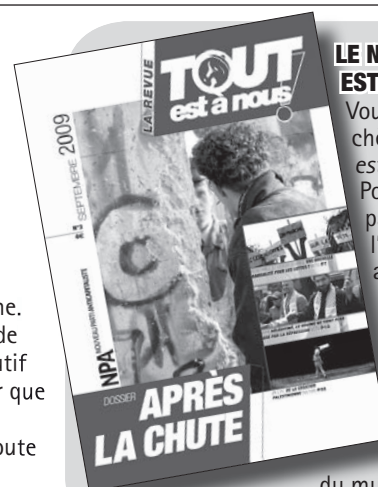
boîte à lettres

Pour nous écrire, pour prendre contact : redaction@npa2009.org // NPA, 2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil

HANDICAP ABSENT DES DÉBATS. L.M. : Le handicap est toujours une souffrance et on ne peut présager des réactions des personnes qui y sont confrontées. Sachant qu'un des militants du NPA est touché par le sujet et manifeste régulièrement sa souffrance selon de nombreux témoignages, je profite de cela pour vous rappeler que la personne handicapée est un être humain et qu'à ce titre il doit bénéficier d'une approche militante. Je souhaite que ce thème soit intégré dans le débat du NPA. Amicalement.

LE SAVIEZ-VOUS ? D.D. : Au ministère de la Justice, la direction des Affaires civiles et du Sceau compte des agents administratifs dont le travail consiste à valider les demandes de nationalité française émises par des étrangers, ou plus exactement, des personnes originaires d'autres pays, vivant ou non en France et qui se réclament français du fait de leur ascendance familiale. [...] Sauf que n'importe quelle pièce est versée aveuglément au dossier du

demandeur, comme, par exemple, une lettre de dénonciation d'un voisin raciste! [...] Ce n'est même pas une requête venue d'en haut, mais un processus perçu comme normal par des agents administratifs étroits d'esprit! Une lettre de dénonciation avec des termes comme « c'est un arabe qui viole ses filles... qui ne mérite pas de vivre en France, etc. » est une lettre qui, dans un monde juste, devrait être renvoyée par le ministère à celui qui l'a écrite en lui expliquant que sa victime peut porter plainte pour diffamation si elle est informée de sa démarche. Mais non, le ministère de la Justice considère que ce type de pièce, apparemment très courante, est un élément constitutif de leur enquête. Le ministère ne se contente pas de vérifier que votre grand-père est bien votre grand-père [...]. Non, le ministère joue le jeu des plus purs racistes de ce pays en toute impunité. Alors Maréchal, te voilà ?



LE N°3 DE TOUT EST À NOUS! LA REVUE EST DISPONIBLE

Vous pouvez vous le procurer en envoyant un chèque de 4 euros à l'ordre de NSPAC à *Tout est à nous!*, 2, rue Richard-Lenoir, Montreuil. Pour vous abonner, remplissez le formulaire page 11. Si vous êtes déjà abonné à l'hebdomadaire par prélèvement automatique, pour recevoir la revue, envoyez un courrier à l'adresse indiquée ci-dessus, en rappelant vos coordonnées bancaires et en indiquant que vous souhaitez que votre prélèvement inclut la revue.
AU SOMMAIRE, le sommet de Copenhague, la répression en Iran, un dossier sur l'Europe de l'Est après la chute du mur de Berlin, un débat sur la prostitution, et bien d'autres articles.



« DÉSINTOX » CACHEZ CES MILLIARDS...

Alors que le gouvernement annonce un déficit de l'État colossal de 140 milliards d'euros, il faut bien reparler du plan d'aide aux banques. N'en déplaise à certains chroniqueurs de Libération.

Gc'est le principe de la rubrique «Intox/désintox», dans Libération: prendre en faute des dirigeants politiques sur ce qu'ils ont dit publiquement et montrer qu'ils chercheraient à embrouiller l'opinion.

C'est ainsi que le journaliste Cédric Mathiot a mis en cause une interview d'Olivier Besancenot sur France Inter le 21 septembre, à propos de la lutte contre la privatisation de La Poste. Olivier y opposait les raisons que le gouvernement avance pour justifier l'ouverture du capital de La Poste - un prétendu besoin de financements - au refus catégorique de l'État ne serait-ce que de rembourser ce qu'il doit à La Poste au nom de l'aménagement du territoire. Et tout naturellement, Olivier a opposé cette intransigeance aux 360 milliards d'euros que le gouvernement était prêt à offrir aux banques l'an dernier, et aux 105,7 milliards d'euros qu'il leur a versés à ce jour, d'après la Cour des comptes elle-même.

Le journaliste épingle Olivier sur le fait qu'il a affirmé que cet argent était donné, pas prêté. L'argent en question, affirme Cédric Mathiot, est prêté. Plus exactement la Société de financement de l'économie française (SFEF), créée par le gouvernement en octobre 2008, après l'éclatement de la crise) a emprunté sur les marchés financiers avec la garantie

de l'État pour prêter ensuite aux banques afin de pallier la paralysie du crédit interbancaire. Soit. Disons que le gouvernement avait ouvert une ligne de crédit de 360 milliards en faveur des banques, dont il a déjà débloqué près d'un tiers à ce jour. Sous forme de prêt certes, dont Cédric Mathiot affirme avec assurance que les banques commenceront à rembourser dès 2010. Fin septembre, BNP Paribas a même fait savoir qu'elle s'engageait à commencer à rembourser, dès ce mois-ci, les 5,1 milliards d'euros que l'État lui avait versés. Avec des intérêts même, ce qui faisait dire à Sarkozy il y a peu que la population y gagnerait! Mais quel artisan ou paysan, quelle petite entreprise pourrait rêver se voir allouer une ligne de crédit aussi somptueuse, au prix d'un taux d'intérêt même de 8%, alors qu'ils sont quasiment en faillite? Et en sachant de toute façon que, si leurs affaires ne s'amélioreraient pas, ils n'auraient pas à rembourser?

Puis, Cédric Mathiot affirme que «les sommes levées par la SFEF s'élevaient à 63 milliards au moment du rapport [de la Cour des Comptes]. Elles ont depuis grimpé à quelque 77 milliards. Cette somme n'est pas comptabilisée

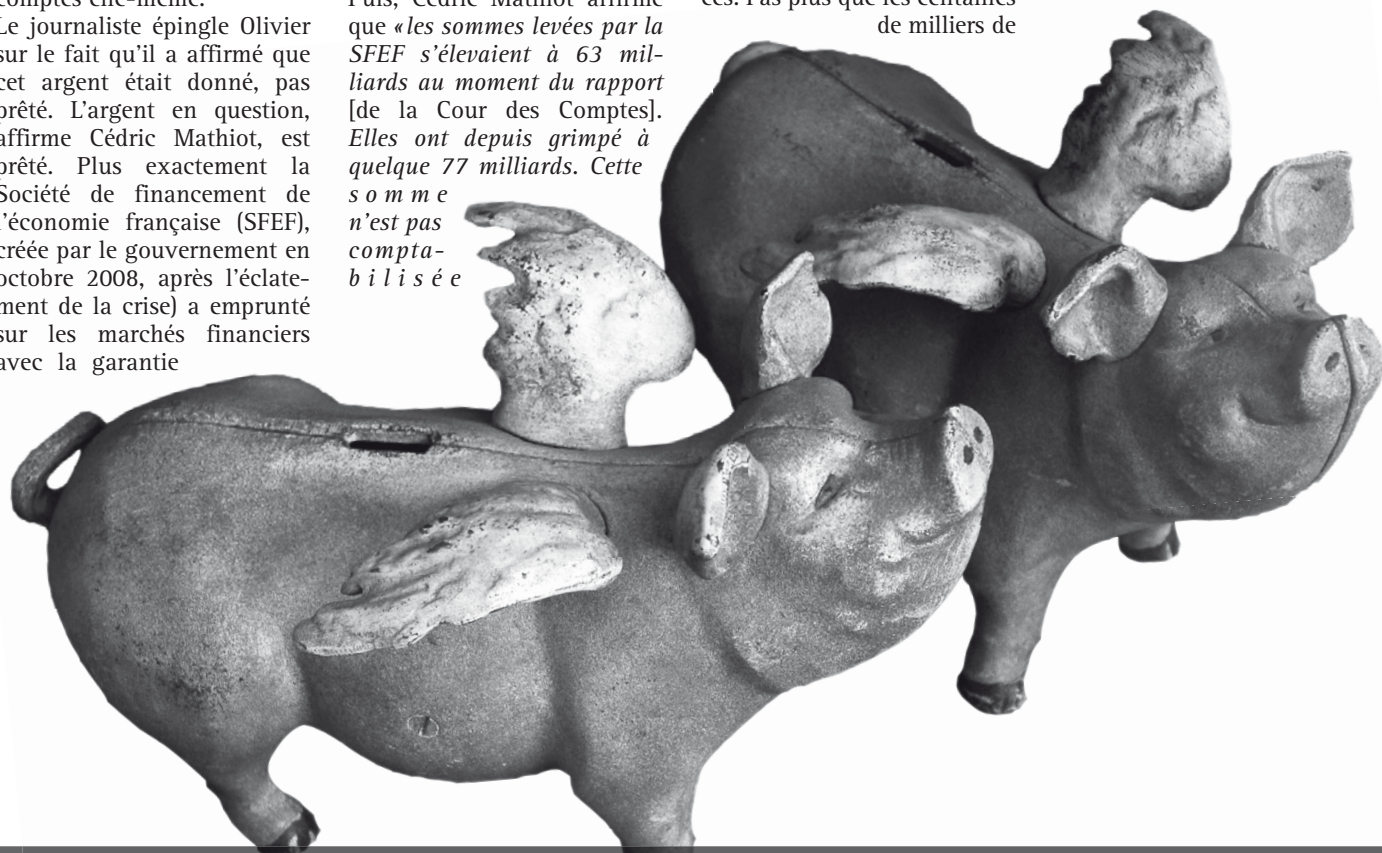
comme de la dette publique, la SFEF étant considérée comme un acteur privé. Sauf catastrophe et défaillance d'une banque - auquel cas la garantie de l'État pourrait être appelée -, l'opération ne pèsera pas sur le budget de la nation.» Alors que les autorités de l'Union européenne considéraient que les sommes levées par la SFEF devaient être comptabilisées dans la dette publique, le gouvernement français, qui avait un temps envisagé de privatiser la société pour contourner l'obstacle, a finalement obtenu gain de cause au mois de juillet dernier. Formellement, ces milliards ne sont pas comptabilisés dans la dette publique. Il n'en reste pas moins que le déficit de l'État a presque triplé en un an, de 56,2 milliards d'euros à 141! Et ce ne sont ni les services publics, santé, éducation, réduits à la portion congrue, qui en sont responsables, ni les fonctionnaires dont les salaires sont quasiment bloqués et les postes de ceux qui partent à la retraite non remplacés. Pas plus que les centaines de milliers de

salariés jetés à la rue depuis le début de la crise.

On nous répète aussi que c'est la diminution des recettes, de l'impôt sur les bénéfices des sociétés, qui expliquerait ce déficit record. C'est vrai, mais pour une partie tout à fait minime seulement! Cette manipulation des chiffres que ne relève malheureusement pas Cédric Mathiot est destinée à accréditer cet énorme mensonge selon lequel toute la population aurait intérêt à ce que les grosses entreprises engrangent encore plus de profits. Encore plus que les 25,5 milliards d'euros qu'elles ont réalisés pour le seul premier semestre 2009 malgré la crise, grâce à des centaines de milliers de licenciements et à l'intensification de l'exploitation.

Cédric Mathiot met décidément sa plume au service d'une bien mauvaise cause: masquer un gigantesque hold-up sur les finances publiques au profit des banques et des multinationales.

Galia Trépère



Pour les banques et les grosses entreprises, le gouvernement est toujours prêt à casser la tirelire. (PHOTOTHÈQUE ROUGE / MILO)

et aussi

RENCONTRE NPA-CGT. Le jeudi 1^{er} octobre, une délégation du NPA (Sandra Demarcq, Leila Chaïbi, Guillaume Liégar, Alain Pojolat, Anne Leclerc) a rencontré une délégation de la CGT (Alain Guinot, Francine Blanche, Patrick Le Pean). Après le refus de la CGT de participer au débat organisé à l'université d'été du NPA sur les mobilisations sociales, nous lui avons proposé une rencontre. Celle-ci a porté sur la situation sociale et les conceptions respectives des rapports partis/syndicats.

Sur la situation sociale, le NPA a fait part de son analyse de la durabilité de la crise et de ses effets continus en termes de licenciements et de précarisation. Nous avons insisté sur la nécessité de mobilisations d'ampleur qui soient à la hauteur des enjeux. La CGT a reproché au NPA de faire de l'ingérence, ces derniers mois, quant à l'orientation de la CGT, et a explicité ce que signifiait pour elle la non-confusion des rôles. Nous avons réaffirmé que nous n'avions pas

vocation à nous substituer aux syndicats, mais qu'en tant qu'organisation politique, porteuse d'un projet, nous avions un point de vue sur le type de revendications immédiates qui peuvent répondre aux attaques du Medef et à la politique du gouvernement. L'autonomie des syndicats pour défendre les salariés va de soi pour le NPA, mais rien n'interdit à une organisation politique de se poser la question des stratégies de mobilisation pour inverser les rapports de forces et infliger des défaites aux politiques actuelles du Medef et du gouvernement.

Il a été convenu de se revoir après le congrès de la CGT, auquel, comme d'autres organisations politiques, le NPA sera invité.

S'ABONNER

Abonnements

par prélèvement automatique

Cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez nous le formulaire accompagné d'un RIB à N. S. P. A. C, 2 RUE RICHARD LENOIR, 93100 MONTREUIL.

HEBDOMADAIRE du NPA
(14 euros par trimestre)

HEBDOMADAIRE + MENSUEL du NPA
(25 euros par trimestre)

Tarif jeunes/chômeurs/précaires

HEBDOMADAIRE du NPA
(10 euros par trimestre)

Tarif jeunes/chômeurs/précaires

HEBDOMADAIRE + MENSUEL du NPA
(19 euros par trimestre)

J'autorise par la présente, l'établissement teneur du compte à prélever sur ce dernier le montant des avis de prélèvement trimestriel établis à mon nom, qui seront présentés par:

ORGANISME CREANCIER:

NOUVELLE SOCIÉTÉ DE PRESSE, D'AUDIOVISUEL ET DE COMMUNICATION (NSPAC) - 2, RUE RICHARD-LENOIR 93100 MONTREUIL

NUMERO NATIONAL D'EMETTEUR:

554755

Titulaire du compte

NOM:

PRENOM:

ADRESSE:

CODE POSTAL:

VILLE:

MAIL:

Désignation du compte à débiter

CODE ÉTABLISSEMENT CODE GUICHET

N° DE COMPTE

CLÉ RIB

DATE:

SIGNATURE:

Etablissement teneur du compte

BANQUE:

ADRESSE:

CODE POSTAL:

VILLE:

Abonnements par chèque à l'ordre de N.S.P.A.C (2, rue Richard Lenoir - 93100 Montreuil) ENTOUREZ LA FORMULE QUE VOUS AVEZ RETENUE:

FRANCE ET DOM-TOM

L'hebdo 6 mois 1 an
28 euros 56 euros

L'hebdo + le mensuel 6 mois 1 an
50 euros 100 euros

Tarif jeunes/chômeurs/précaires pour l'hebdo 6 mois 1 an
20 euros 40 euros

Tarif jeunes/chômeurs/précaires pour l'hebdo + le mensuel 6 mois 1 an
38 euros 76 euros

Abonnement à la revue mensuelle 6 mois 1 an
22 euros 44 euros

ÉTRANGER

L'hebdo 6 mois 1 an
45 euros 90 euros

L'hebdo + le mensuel 6 mois 1 an
65 euros 130 euros



Sans-papiers **RELEVER LA TÊTE ET RÉSISTER**

Samedi 10 octobre, à Paris, près de 10 000 personnes ont manifesté de manière combative du ministère de la Régularisation de tous les sans-papiers (rue Baudelique), jusqu'au ministère de l'Immigration. À Calais, après la mise en scène honteuse de la destruction de la « jungle », Besson n'a pas pu mettre à exécution son projet de charter pour l'Afghanistan, face à la mobilisation de nombreuses associations présentes aux côtés des migrants (Salam, C'sur) à Calais. Mais surtout, un nouveau bras de fer se lance dans les entreprises. Le 11 octobre, la CGT a réuni près de 2 000 salariés sans papiers. Depuis le 12 octobre, plusieurs dizaines d'entreprises sont en grève. Les travailleurs sans papiers ne réclament que la justice, c'est-à-dire un titre de séjour, alors qu'ils sont particulièrement

exploités dans les secteurs les plus durs : restauration, BTP, gardiennage... Ce mouvement remet directement en cause la politique arbitraire du gouvernement. Il ne se limite pas à des négociations avec les préfetures, faisant face à Besson, au niveau national. Il est soutenu, plus ou moins activement, par plusieurs syndicats et organisations : CGT, Solidaires, CFDT, Unsa, FSU, RESF, LDH, Droits Devant !... Les travailleurs sans papiers ne pourront pas gagner seuls face à la détermination du gouvernement. Il est donc essentiel aujourd'hui d'élargir le soutien partout où des grèves se déclenchent, faire converger les différents fronts de lutte sur l'immigration. C'est la bataille que le NPA mène pour faire gagner tous les sans-papiers.



Paris, le 10 octobre. Manifestation pour le respect des sans-papiers. (Milo)

LE CHIFFRE

21,2

millions d'euros ont été budgétisés pour les déplacements de Sarkozy en 2010, une augmentation de 4%. La Cour des comptes a pourtant dans son rapport estimé cette somme excessive et propose de faire payer une contribution aux nombreux patrons qui accompagnent le président à chaque voyage. À son arrivée au pouvoir, Sarkozy a fait plus que doubler sa rémunération, qui est passée à 19 000 euros par mois. Au fond, pas grand-chose à côté de celle des grands patrons qui l'accompagnent (83 000 euros par mois en moyenne).

MESQUINERIE DU RACISME D'ÉTAT.

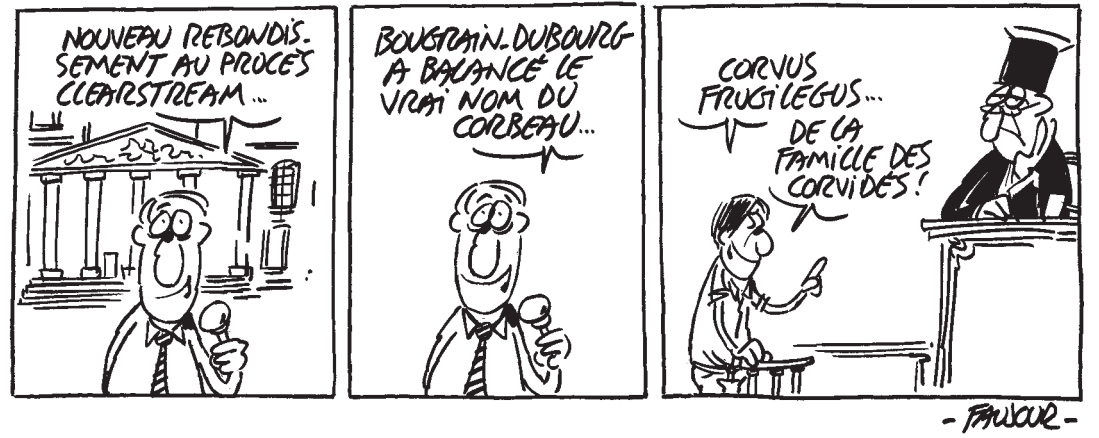
Onoussou Guissé, né au Sénégal, est arrivé en France en 1998, à l'âge de 17 ans. Son père, travaillant en France au moment de l'indépendance du Sénégal, en 1960, avait choisi de devenir français. Du coup, ses enfants ont également obtenu cette nationalité. Mais le ministère de la Justice conteste aujourd'hui cette naturalisation. Onoussou Guissé est parachutiste à Tarbes et il a servi à ce titre dans des opérations françaises au Tchad et en Afghanistan. L'État colonial français n'a guère changé. Les « indigènes » sont bons pour servir de chair à canon dans les guerres coloniales mais leurs loyaux services ne leur donnent pas pour autant le droit d'avoir la nationalité française. Le ministère de la Justice se livre à ce petit jeu de remise en cause de la nationalité française dans de nombreux cas.

AMIANTE. 70 personnes malades de l'amiante dont 28 décédées, voilà le triste bilan de l'usine Sanofi Vitry (Val-de-Marne) à ce jour, sachant que ces chiffres sont largement sous-évalués. Pourtant, le site n'est toujours pas classé amiante, pour la mauvaise raison que les travailleurs de Sanofi ne manipulent pas directement ce matériau. Pour autant, celui-ci est présent partout : dans la chaufferie, dans le laboratoire... Certains travailleurs ont agi devant le tribunal des affaires de Sécurité sociale pour obtenir la reconnaissance de la faute inexcusable de l'employeur. À ce jour, tous les procès ont été gagnés... mais aucun salarié n'a obtenu de dommages et intérêts, l'avocat de Sanofi ayant opposé un vice de forme. Avec un bénéfice de plus de 7 milliards d'euros en 2008, on comprend que le groupe compte ses sous.

HÔPITAL À BOUT. Le 16 septembre, à l'hôpital psychiatrique d'Évreux (Eure), en manque d'effectifs, les personnels ont montré leur ras-le-bol en couvrant l'hôpital de banderoles : « soignants saturés », « malades de l'hôpital ». Puis, ils ont décidé de passer de la souffrance individuelle à la riposte collective et, très remontés, sont allés chercher le directeur, qui n'avait pas l'air très à l'aise... Depuis, plusieurs assemblées générales réunissant environ la moitié du personnel, ont eu lieu afin de discuter ensemble de la marche à suivre pour imposer des embauches. La dernière, le 5 octobre, a appelé à la grève des tâches administratives, ainsi qu'à un rassemblement à la préfecture. Cependant, la direction n'a toujours rien de concret à proposer. Tous l'ont compris : à Évreux comme ailleurs, pour obtenir quelque chose, il faut se battre !

VILLIERS-LE-BEL. Le 25 novembre 2007, un accident entre une voiture de police et une mini-moto coûtait la vie à deux adolescents de Villiers-le-Bel (Val-d'Oise), âgés de 15 et 16 ans. Les réactions de colère de dizaines de jeunes dans les deux nuits qui suivirent avaient traduit la profonde crise sociale du quartier et le sentiment de révolte face au mépris, aux comportements de la police. Deux ans après, un réquisitoire de non-lieu va être déposé par la procureure de Pontoise, en faveur des policiers impliqués dans l'accident. Habituellement, quand une personne est impliquée dans un accident mortel, il y a au moins un procès. Pas ici, le parquet exonère les policiers de leurs mensonges dans leurs dépositions quant à la vitesse de leur véhicule (64 km/h au lieu de 50) qui roulait sans gyrophare. La balle est maintenant dans le camp du juge d'instruction. Le NPA apporte tout son soutien aux familles qui veulent contester cette décision.

VIOLENCES À POITIERS. Des peines de prison ont été prononcées à l'encontre de 3 des 8 personnes jugées suite aux violences commises lors de la manifestation contre le système carcéral, samedi à Poitiers. Pendant un spectacle de rue, une partie des manifestants ont commis des dégradations et des violences. Si l'état de nos prisons a de quoi révolter, la portée politique de ces violences urbaines nous échappe. Ces actes ne changeront ni le système capitaliste ni les conditions d'emprisonnement, et risquent de dresser la population contre leurs auteurs. Une aubaine pour Hortefeux pour ressortir tout un arsenal répressif : on reparle d'Edwige et d'un projet de deux nouveaux fichiers pour les militants « dangereux ». Quant aux prisonniers, il y en aura trois de plus suite à ces arrestations et la parodie de justice qui leur a succédé. Lancer une pile à valu 4 mois fermes à un homme sans emploi et sans casier, et quelques jeunes qui n'ont blessé personne ont récolté 6 mois dont 1 ferme.



TOUT est à nous!

HEBDOMADAIRE DU **NPA** NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE

“ NO COMMENT ”

Jean est le fils d'un génie politique, il n'est pas étonnant qu'il soit précoce.

THIERRY SOLÈRE VICE-PRÉSIDENT DU CONSEIL GÉNÉRAL DES HAUTS-DE-SEINE

TOUT est à nous !
hebdomadaire du Nouveau Parti anticapitaliste
Rédaction : 01 48 70 42 27
Diffusion : 01 48 70 42 31
Administration : 01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil
Mail : redaction@npa2009.org
Numéro ISSN : 1969-8178
Commission paritaire : 0414 P 11508
Tirage : 9 000 exemplaires

Société éditrice : Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication (NSPAC) SARL au capital de 3500 euros (durée 60 ans)
Gérant et directeur de publication : François Coustal
Impression : Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél. : 01 48 70 42 22
Fax : 01 48 59 23 28
mail : rotoimp@wanadoo.fr